

ses est à ce prix.

Aucune lutte économique ou sociale n'est distincte de la lutte politique pour la liberté. Ne serait ce que pour défendre ce qui reste des conquêtes sociales, se battre dépend de notre capacité à faire reculer l'Etat, bras armé du MEDEF.

**LES GOUVERNANTS,
DE DROITE COMME DE GAUCHE,
N'ONT QUE LA MISÈRE À PROPOSER.
QU'ILS S'EN AILLENT !**

Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et sur notre auto-organisation pour combattre les lois anti-terroristes, toutes les atteintes aux libertés, la libération intégrale des prisonniers.

La résistance commence, là où nous sommes !

**QU'ILS S'EN
AILLENT !
TOUS !**

www.lesamisdelegalite.org

lesamisdelegalite@free.fr

LIBERTÉ !

Le moindre des paradoxes que nous entendons ces derniers mois est bien dans le cri des milliers de salariés licenciés :

“ Nous voulons travailler, nous voulons continuer à être exploités par les riches, nous voulons que le capital continue à nous pressurer. Ici, en France, là où nous avons nos chaînes, là où nous sommes enchaînés.

Certes, nous ne voulons pas payer la crise du système capitaliste, nous aimerions que ce soient d'autres qui la paient - ce qui explique les guerres passées - pour que l'on puisse revenir le plus vite possible à notre exploitation quotidienne dans laquelle nous avons grandi depuis notre naissance.

Certes, nous réclamons à l'État qu'il tranche en faveur d'une meilleure répartition du vol de notre travail. Nous demandons même à cet État qu'il interdise les licenciements des entreprises qui font des profits. Mais nous acceptons que le système du profit et l'exploitation perdurent...

NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE PATRONS. QU'ILS S'EN AILLENT !

Les casseurs sont ceux qui refusent l'exploitation. Ce sont ceux qui expliquent que l'État, de droite comme de gauche, est au service des riches et des exploités contre les pauvres, les exclus et les exploités. Ceux-là veulent casser le capitalisme, casser l'État et son arsenal répressif.

L'angoisse de la classe au pouvoir est de voir casser son “ joujou ” et détruire ses privilèges, souci constant depuis que le capitalisme existe. Dans les périodes de crise, cette angoisse vire à la peur panique.

Alors il faut rassurer le bourgeois ! Il faut lui faire peur pour pouvoir empiler des lois répressives - 18 en quelques années -, lui installer des caméras partout et lui parler de sécurité, de terrorisme, de meneurs et de casseurs... Il faut que chacun intègre au plus profond de son cerveau que ses intérêts et sa sécurité sont liés au maintien du capitalisme. Il faut que chacun se sente menacé par un ennemi inté-

www.lesamisdelegalite.org

lesamisdelegalite@free.fr

rieur imaginaire afin d'accepter les restrictions et l'exploitation du patronat, la dérive policière d'un Etat qui n'a rien à voir avec la définition de ce qu'est la démocratie.

Les prisons de l'état français regorgent de détenus politiques.

Plus de 560 000 gardes à vue ont été prononcées en 2008, ce qui représente plus de 1534 par jour !

Il convient ici de rappeler qu'un contrôle d'identité n'est pas une garde-à- vue, et qu'il est limité à 4 h. Au-delà de 4 h, tout change de nature et devient politique. La garde à vue, c'est la règle de l'arbitraire politique proche de ces embastillements sous la monarchie absolue. Le pouvoir a le droit de vous garder 48 h sans motif, voir 96 h dans le cadre des lois anti-terroristes. La justice expéditive prend le relais : c'est la comparution immédiate ! Vous avez le droit de refuser la comparution immédiate, parodie de justice. Dans ce cas, vous restez en prison dans l'attente de votre procès qui n'interviendra que dans un délai d'un à plusieurs mois !

LES BANQUIERS TRAVAILLENT POUR LES RICHES. QU'ILS S'EN AILLENT !

L'arbitraire judiciaire prend le relais de l'arbitraire policier : même le vol est traité différemment selon que vous soyez puissant ou misérable : une compagnie pétrolière a le droit de voler les ressources naturelles d'un pays, le pauvre qui vole devient un criminel. Mais lui n'est pas coté en bourse. Vous tuez 1 homme, vous êtes un assassin. Vous en tuez 100 vous êtes un militaire, vous en tuez des milliers, vous êtes ministre ou chef d'Etat.

La justice a ce pouvoir de vous garder embastillé autant de temps qu'elle le désire avant un prétendu procès inique. Nous n'avons aucune nouvelle des jeunes des banlieues, de Villiers le Bel et d'ailleurs, toujours sous les verrous, sans jugement depuis 2005.

Qui connaît le nombre exact de prisonniers politiques corses, basques ou bretons actuellement détenus ?

Qui connaît le sort des français d'origine turque ou kurde détenus au prétexte de "présomption d'association en vue de commettre des actes terroristes" alors que leur seul crime est d'avoir dénoncé ce qui se passe dans un pays où ils ont une partie de leur histoire.

Nous sommes sensibilisés par l'affaire de Tarnac, où 9 personnes avaient été arrê-

tées le 11 novembre 2008. A ce jour, Julien Coupat est toujours détenu sur la présomption qu'il serait le chef d'une bande "d'on ne sait quoi". Comme ils l'ont écrit, lui et ses amis ont la chance d'être blancs, instruits et potentiellement médiatiques ; que dire alors des milliers de prisonniers politiques dont l'histoire n'est pas vendeuse pour les médias et ces milliers de jeunes arrêtés lors de chaque événement de la vie sociale et politique ?

A tous ceux là s'ajoutent les milliers d'êtres humains, que l'on dit sans-papiers, vieux, jeunes, hommes, femmes et enfants, retenus dans des camps de rétention avant l'expulsion vers un pays où leur vie peut être mise en danger.

A tous ceux là s'ajoutent les prisonniers politiques jugés et condamnés comme nos camarades d'Action Directe.

LE CAPITAL EST EN FAILLITE. QU'IL S'EN AILLE !

Maurice Papon a été condamné pour sa participation à la déportation de juifs vers leur mort. Il est l'homme du 17 Octobre 1961, responsable de la mort de centaines d'algériens. Cet odieux personnage a été relâché.

Ce 2 poids - 2 mesures, cette justice à deux vitesses, sont la juste application de la justice de classe dans toute son horreur.

Est il possible d'oublier le sort de ces Français *d'origine rom*, qui doivent faire signer tous les 3 mois leurs livrets individuels à la gendarmerie, comme des êtres de seconde zone dont le bourgeois se méfie, et forcément coupables puisqu'on leur impose ce livret infamant dès l'âge de 16 ans ?

La logique policière fait appel à la délation, au contrôle des foules, aux fichages multiples, aux caméras de surveillance, à une présence policière provocante, etc... Nous connaissons cette logique qui mène aux régimes totalitaires.

Que ces régimes totalitaires soient nostalgiques du stalinisme, du franquisme, de Mussolini, de Salazar ou des colonels grecs ne change en rien le fait qu'ils ont besoin d'une police syndicale au sein du mouvement ouvrier et de la population.

Ils ne peuvent tenir un certain temps sans ces relais syndicalo-policiers qui tentent de contrôler la rage et la misère du peuple au profit des riches. La guerre des clas-